

Le Burundi est en danger d'insécurité alimentaire

IRIN, 22 octobre 2012 BURUNDI : Vers une plus grande sécurité alimentaire BUJUMBURA - Le Burundi, qui pourrait être autosuffisant sur le plan alimentaire, enregistre le placement le plus élevé des 79 pays du classement de l'Indice de la faim dans le monde 2012, publié au début du mois par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Welthungerhilfe et Concern Worldwide. En août 2012, l'insécurité alimentaire a atteint un niveau de « crise » ou de Phase 3 dans trois des huit « zones de subsistance » du Burundi (environ 200 000 personnes), selon le Cadre international de classification de la sécurité alimentaire. Cette insécurité est notamment due aux sécheresses, aux maladies des plantes, à la pauvreté, au manque d'eau potable et à la pénurie de terres.

Le reste du pays est à un niveau de phase 2 « ou stress » - et risque d'atteindre un niveau de phase 3 « au moins choc », notamment en cas d'inondations ou de tempêtes de grêle, selon Isaac Nzitunga du ministère de l'Agriculture. Au trimestre actuel, le pays a enregistré un déficit en céréales de 57 000 tonnes, a dit M. Nzitunga. IRIN, ajoutant que les importations et l'aide alimentaire étaient prises en compte. Plus de 60 pour cent de la population de ce petit État densément peuplé d'Afrique centrale, qui se remet d'une guerre civile qui a fait 300 000 victimes et déplacé plus d'un million de personnes entre 1993 et 2005, est en danger d'insécurité alimentaire. Environ 58 pour cent des enfants souffrent de malnutrition chronique, ce qui compromet leur développement physique et intellectuel. Environ 90 pour cent de la population du Burundi pratique une agriculture de subsistance : les aliments de base sont les haricots, les bananes, le manioc, les patates douces, le maïs, le sorgho et le riz. Environ seulement 15 pour cent de la production est vendue. Le café, le thé et le coton sont les principales cultures d'exportation. Voici les principales mesures pour améliorer la sécurité alimentaire au Burundi. Population (croissance et densité) La population du Burundi est estimée à 8,5 millions d'habitants et elle croît d'environ 3 pour cent par an. La densité moyenne est de 257 habitants par km², des plus élevées au monde et dans certaines régions, elle atteint 500 habitants par km². Si cette croissance est contrôlée, la population du Burundi aura doublé dans 22 ans. Dans le cadre de son programme Vision Burundi 2025, le gouvernement prévoit de mettre en œuvre un programme de planification familiale à l'échelle nationale afin de résoudre ce problème. Au Burundi, il n'est pas rare de voir des familles de six, sept ou même huit enfants. Superficie des parcelles En moyenne, la superficie des parcelles est inférieure à un hectare, et bon nombre de ménages survivent avec un quart d'hectare. Alors que la population augmente, la superficie des parcelles diminue à cause du régime de succession et du partage des parcelles entre les réfugiés rapatriés « un demi-million d'entre eux sont revenus au Burundi au cours des dix dernières années » et les personnes qui sont restées au Burundi au cours de la guerre civile et des premières vagues de violence, une décision prise par le gouvernement pour répondre au conflit foncier. La superficie moyenne des parcelles restera inchangée si une partie importante de la population ne quitte pas le secteur de l'agriculture : les fermiers pourront faire face aux contraintes de la réduction de la superficie des parcelles et bénéficier d'économies à l'échelle s'ils forment des coopératives de producteurs. Cela permettrait d'augmenter la production commercialisables et de favoriser les relations entre des acheteurs et vendeurs à l'échelle de traiter avec une multitude de producteurs. Productivité Depuis le début de la guerre en 1993, la production agricole moyenne par habitant a diminué de plus de la moitié suite au conflit, aux vols de récoltes, aux sécheresses, aux pluies torrentielles, aux animaux nuisibles, à la détérioration des conditions de sol et à la surexploitation. La consolidation d'une paix durable, l'amélioration des conditions du sol grâce à une meilleure utilisation des engrais et des correcteurs d'acidité, l'utilisation de variétés de plantes résistantes aux maladies, la meilleure gestion des importantes ressources en eau, ainsi que l'amélioration des semences, des outils et des techniques agricoles : ces facteurs permettraient d'accroître la productivité au-delà des niveaux de subsistance actuels. L'érosion du sol, un problème majeur au Burundi, qui est un pays accidenté, est atténuée par l'ajoutage, la construction de fossés et la plantation d'arbres. Dans le cadre national d'investissement agricole 2012-2017, les terrains marécageux seront assainis pour permettre la production de riz et de produits maraîchers. Le financement extérieur du programme est toutefois conditionné à l'amélioration de la gouvernance nationale. Budget Le budget, qui a été décimé par la guerre, reste un atout pour les fermiers, car il leur fournit de la nourriture, un revenu et des engrais organiques. Aujourd'hui, la forte demande de budget n'est pas satisfaite en raison des niveaux élevés de pauvreté des fermiers ; il est urgent d'améliorer l'accès aux fourrages, aux soins vétérinaires et aux autres services d'aide aux fermiers qui possèdent du bétail. Infrastructures Dans les zones rurales les infrastructures sociales et économiques de base ont été dévastées par le conflit. Les taux croissants de maladie et de mortalité liés à la dégradation des centres de soins de santé et des systèmes d'eau potable ont eu un impact négatif sur la productivité. Alors que la population urbaine croît, les améliorations apportées au réseau routier et à l'information commerciale permettront aux fermiers de répondre à la demande croissante et de rester compétitifs face à la concurrence des pays voisins. D'un autre côté, la circulation des marchandises importées est limitée, car le Burundi n'a pas de accès à la mer et les marchandises qui quittent les ports de Mombasa au Kenya et de Dar es Salaam en Tanzanie mettent parfois deux semaines pour arriver au Burundi à cause des barrages et des postes de douane. Diversification et conditionnement Le secteur de l'agriculture ne se développera pas au point de réduire la pauvreté rurale et le risque d'un nouveau conflit si la plupart des fermiers se contentent de répondre aux besoins de leur foyer. L'accroissement de la production de cultures commerciales et du nombre d'infrastructures dédiées au conditionnement de produits tels que les bananes, le poisson, le miel, la viande et les produits laitiers est largement reconnu comme étant un facteur crucial dans le développement du secteur agricole. Une grande partie des produits exportés par le Burundi quitte le pays sans créer de valeur ajoutée au niveau national et une partie de ces produits est importée après avoir été conditionnée à l'étranger. Afin de réduire les taux de pauvreté rurale, il faudrait qu'un nombre important de fermiers et de réfugiés trouvent un emploi dans des activités économiques périphériques ou même dans un secteur sans relation avec l'agriculture, ce qui dépend du développement d'un secteur privé quasi inexistant aujourd'hui. [FIN] [Cet article est parvenu via IRIN, un département d'informations humanitaires des Nations Unies, mais ne reflète pas

nÃ©cessairement les vues des Nations Unies ou de ses agences]